



A S S O  
S A I N T  
B E N O Î T  
L A B R E



# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

# AVANT PROPOS



par **Martine GRANIER**, Présidente  
et **Nicolas GILLOT**, Directeur Général

*2024, une année d'espoir,  
de redressement,  
de mobilisation collective et  
de transformation profonde.*

L'année 2024 restera marquée par des défis majeurs pour l'ASBL. Dès la fin de la crise du COVID, un plan de modernisation ambitieux avait été validé par le Conseil d'Administration en avril 2023 pour préparer l'association aux enjeux à venir. Cependant, la situation économique difficile a rapidement fragilisé cette démarche. Fin 2023, un déficit significatif a entraîné des contrôles audits par les financeurs institutionnels, ainsi qu'une procédure d'alerte du Commissaire aux Comptes.

Ainsi, l'année 2024 a débuté sous le signe de la crise, avec un risque imminent de mise sous mandat judiciaire ou de liquidation.

Dans cet environnement anxiogène, il nous a fallu rapidement faire preuve de lucidité et de réactivité et accélérer la révision de notre modèle économique, financier.

Tous, nous avons alors, avec courage et ténacité, engagé un travail de fond portant sur la restructuration de notre organisation, sur notre politique managériale et sur nos relations avec nos financeurs.

Cet effort collectif a produit des résultats positifs, puisque lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 1er février 2024, et au regard des éléments transmis au Commissaire aux Comptes et des premières solutions proposées, ce dernier constatait que la gouvernance s'était donné les moyens nécessaires pour résoudre les difficultés.

Aujourd'hui, nous mesurons l'immensité de la tâche accomplie en cette année 2024 : nos efforts collectifs produisent désormais des effets vérifiables et positifs, la restructuration de l'ASBL est largement engagée, notre organisation se structure et gagne en cohérence et en lisibilité.

L'année 2024 restera, sans conteste, comme une année charnière dans l'histoire de l'ASBL. Une année rude, exigeante, souvent éprouvante, mais aussi une année d'espoir, de redressement, de mobilisation collective et de transformation profonde.

Nous avons fait face à une réalité difficile, sans fard, avec courage et détermination. Nous avons assumé les décisions nécessaires, parfois douloureuses, mais toujours guidées par le sens des responsabilités et la volonté farouche de préserver notre projet associatif.

Ce que nous avons engagé cette année ne constitue pas une simple adaptation, mais bien une refondation, qui touche autant notre modèle économique que notre culture interne et notre gouvernance.

Ce chemin de transformation, nous l'avons parcouru ensemble. Chaque salarié, chaque cadre, chaque administrateur, chaque bénévole a, à sa manière, apporté sa pierre à l'édifice. C'est cet engagement collectif, cette solidarité face à l'épreuve, qui permet aujourd'hui à l'ASBL de rester debout, plus structurée, plus lisible, plus crédible, plus forte.

Notre capacité à réagir, à nous remettre en question et à faire évoluer nos pratiques est désormais démontrée. Nous avons repris le contrôle de notre avenir.

Bien sûr, le chemin reste long, et les incertitudes demeurent. Mais nous avons posé les fondations solides d'un nouvel avenir. Surtout, nous avons réaffirmé ce qui nous unit : notre attachement aux valeurs fondatrices de l'ASBL, notre engagement auprès des publics que nous accompagnons, notre conviction que l'action associative, lorsqu'elle est responsable, sincère et structurée, reste essentielle pour répondre aux besoins de notre société.

À l'heure où nous refermons ce chapitre si particulier de notre histoire, nous pouvons être fiers du chemin accompli, fiers de ne pas avoir cédé, fiers d'avoir choisi d'agir, fiers d'avoir tenu.

2025 s'ouvre désormais devant nous avec de nouveaux défis, mais aussi avec une ambition renouvelée. Nous sommes prêts à les relever.

# SOMMAIRE



## Chiffres clés

### Produits d'exploitation 2024 46M€

<b>426</b>	salariés <ul style="list-style-type: none"><li>• 312 en CDI</li><li>• 114 en CDD</li><li>• 74 salariés en insertion</li><li>• 5 contrats d'apprentissage / contrats de professionnalisation</li></ul>
<b>391</b>	intérimaires intervenus en 2024 (6,17 jours = durée moyenne de la mission)
<b>51</b>	stagiaires non rémunérés (stages supérieurs à 1 semaine)
<b>36</b>	bénévoles dont 13 administrateurs bénévoles
<b>768</b>	Logements et 10 lieux collectifs d'hébergement
<b>6 628</b>	personnes accueillies et accompagnées en 2024

<b>AVANT PROPOS</b> .....	2
<b>SOMMAIRE</b> .....	3
<b>FAITS MARQUANTS VIE ASSOCIATIVE</b> .....	4
2024 : une année de décisions majeures et de défis financiers	
Relations extérieures : un engagement actif auprès de nos partenaires et institutions	
Réunions, commissions, échanges : une organisation interne en mouvement	
<b>APPUI AU PILOTAGE DE LA DÉMARCHE DE MODERNISATION ET RESTRUCTURATION PAR NOS PRESTATAIRES EXTERNES</b> .....	6
NEPSIO CONSEIL	
MAUVE, Aide à la Maîtrise d'Ouvrage	
DIRECTION SYSTÈME D'INFORMATION	
<b>DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION</b> .....	10
<b>SECRETARIAT DE DIRECTION GÉNÉRALE</b> .....	11
Quelques chiffres	
Une organisation efficace tout au long de l'année	
Des gestes solidaires, un impact réel sur les publics accueillis	
<b>DIRECTION RESSOURCES HUMAINES</b> .....	12
Une nouvelle organisation du service	
Optimisation et structuration au service de l'efficacité	
<b>DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE</b> .....	13
Assurer l'équilibre, préserver l'efficacité	
Des avancées concrètes pour un avenir stabilisé	
<b>SERVICE TECHNIQUE</b> .....	15
Maintenance	
Logistique	
Externalisation	
Sécurité	
Immobilier et technique : une collaboration clé	
Vers un contrat unique : efficacité et maîtrise	
Prestataire Entretien Chaudières	
Perspectives 2025	
<b>SERVICE IMMOBILIER</b> .....	17
Captation et Développement du Parc Locatif	
Gestion Locative et Coordination des Services	
Gestion Administrative et Comptable	
Suivi Technique et Entretien du Parc Locatif	
Stratégie Immobilière et Perspectives	
Perspectives 2025	
<b>PÔLE PROTECTION DE L'ENFANCE</b> .....	19
Chiffres clés	
Services du 1er accueil : Une transition marquée par des changements majeurs	
Services d'accompagnement moyens séjours : une transition qui impacte jeunes et professionnels	
Sport, culture et nature : un programme dynamique pour les jeunes du pôle en 2024	
<b>PÔLE HÉBERGEMENT</b> .....	22
CHRS AMETIS : une organisation adaptée aux besoins du terrain	
La Halle aux Bagages : un service essentiel pour les plus précaires	
HOME 24 : un espace d'accueil et de répit pour les plus démunis	
ASUR : réorganisation et nouvelles dynamiques pour un soutien efficace	
Maison Relais : au service du lien et de l'accompagnement	
<b>PÔLE INSERTION</b> .....	25
Chiffres clés	
Convergence (CVG)	
Chantiers d'insertion	
Premières Heures en Chantier (PHC)	
Chargé d'insertion professionnelle pour les publics demandeurs d'asile	
CIM	
RSA	
<b>PÔLE MIGRANTS ADULTES</b> .....	27
Chiffres clés	
Les Migrants d'Europe de l'Est (MEE)	
Les services de l'Asile	
Les services Familles en Difficulté	
<b>PÔLE SANTÉ</b> .....	29
Chiffres clés	
L'hébergement médico-social : le service santé lits	
Les Dispositifs d'Aller Vers : le service santé Mobile	
Des dispositifs Santé articulés pour un accompagnement renforcé	
<b>COMMUNICATION 2024</b> .....	31

# FAITS MARQUANTS VIE ASSOCIATIVE



par **Hervé DALIBERT** et **Damien CARPENTIER**  
Vice-Présidents du Conseil d'Administration

*En raison de l'actualité, l'année 2024 a été marquée par une polarisation sur la situation financière de l'ASBL. Les difficultés de financement de notre secteur d'activité ont amené le Conseil d'Administration à renforcer les contacts avec les financeurs, les autres associations et avec les élus locaux. Enfin, le CA a participé à différentes instances au sein de l'ASBL.*

## 2024 : une année de décisions majeures et de défis financiers

Un audit conjoint par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS), la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) et le Conseil Départemental 44 a été diligenté afin d'analyser les déficits récurrents.

Face à cette situation, une procédure d'alerte a été lancée par le commissaire aux comptes le 1er décembre 2023, avant d'être levée le 1er février 2024, suite aux ajustements mis en place et aux garanties apportées.

Les relations avec le CD44 ont connu des tensions dans le secteur de la Protection de l'Enfance. Une rencontre avec la vice-présidente, organisée le 25 avril, a conduit à la décision d'arrêt de nos activités d'évaluation et de mise à l'abri, marquant un tournant dans l'accompagnement des Mineurs Non Accompagnés (MNA).

L'arrêt d'activités financées par le CD44 ainsi que certains déficits récurrents ont entraîné la lourde décision de recourir à Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE).

En 2024, l'activité du CA s'est donc polarisée sur l'équilibre financier de l'ASBL, les questions budgétaires, les décisions à prendre en matière d'arrêt d'activités, la décision de ne pas répondre à de nouveaux appels d'offre jusqu'à nouvel ordre. Nous avons été assistés pour cela par le cabinet [NEPSIO](#).

## Relations extérieures : un engagement actif auprès de nos partenaires et institutions

Nous avons rencontré d'autres associations (Vista 85, Trajet, les Eaux Vives, l'Étape, ...) travaillant dans le même secteur d'activité afin de partager nos analyses de la situation et de nous coordonner.

Nous avons participé aux réunions régionales des fédérations dont nous sommes adhérents (FAS, FEHAP, ARIFTS), afin d'échanger sur les évolutions au sein du public précaire, la dégradation de la situation psychologique sociale de nos salariés, la situation tendue avec l'ensemble des financeurs et sur les bonnes pratiques à mettre en œuvre. Nous avons également participé aux actions entreprises afin de défendre notre secteur d'activité.

[Retrouvez le post sur linkedin](#)



Nous avons rencontré les maires de Vertou et de Thouaré, ainsi que des représentants de nos circonscriptions au Parlement.

Ainsi, le 13 septembre, Martine Granier, Présidente, trois administrateurs et le Directeur Général, Nicolas Gillot ont dialogué avec Sophie Errante, députée, autour des problématiques migratoires et des besoins de main d'œuvre sur le territoire (vigne, maraîchage...).

Le 12 octobre, Martine Granier, Présidente et les deux trésoriers, Joseph Charrier et Jacques Montagnon ont rencontré la députée Julie Laernoes et ont pu échanger avec elle sur la situation de l'association et son action au quotidien pour réduire les inégalités sur le territoire et protéger les plus fragiles.

[Retrouvez le post sur linkedin](#)



Le 20 décembre, Martine Granier, accompagnée de Patrice Georget, Secrétaire du CA et de Nicolas Gillot, Directeur Général ont rencontré le député Fabrice Roussel. Ils ont pu aborder les défis nombreux de notre association et notamment ceux concernant l'accueil et l'accompagnement des publics fragiles.

[Retrouvez le post sur linkedin](#)



## Réunions, commissions, échanges : une organisation interne en mouvement

L'Assemblée Générale de notre association a eu lieu le 20 juin, offrant une occasion privilégiée de faire le point sur l'année écoulée, de partager bilan et perspectives, et de renforcer les échanges entre acteurs clés. Ce temps fort a rassemblé de nombreux participants : administrateurs, adhérents, partenaires et salariés, permettant des discussions riches et constructives sur la situation de l'association, les enjeux stratégiques et les défis à relever.

Ce moment fort dans la vie associative illustre bien l'engagement collectif et la volonté de renforcer notre action au service des bénéficiaires.



L'AG 2024 a rassemblé de nombreux participants.

[Retrouvez le post sur linkedin](#)



Luc Lefloch, invité du Conseil d'Administration depuis plusieurs mois, a proposé sa candidature au poste d'administrateur et été élu à l'Assemblée Générale de juin 2024. Les administrateurs se sont réunis au rythme d'une fois par mois pour les Conseils d'Administration et une à deux fois par mois pour les membres du Bureau.

Les administrateurs ont participé à une réunion avec l'ensemble des chefs de services et directeurs en avril. L'occasion de présenter la démarche de réorganisation et le pilotage des chantiers transverses (diagnostic patrimoine, systèmes d'information...) avec le sou-

tien de nos prestataires externes. Les administrateurs souhaitent renouveler cette opportunité de rencontre avec les chefs de services en 2025.

Au sein de notre association, trois commissions jouent un rôle clé dans le pilotage stratégique et l'amélioration continue de nos activités :

**La commission finance** se réunit chaque mois afin de garantir à l'association les moyens nécessaires pour agir sur ses engagements contractuels, tout en optimisant la production d'indicateurs de pilotage et en sécurisant les décisions stratégiques (activité, immobilier, ressources humaines). Elle joue également un rôle essentiel dans l'information régulière du Bureau et du Conseil d'Administration, en leur fournissant un suivi détaillé de la situation économique et financière ainsi que de l'avancement des projets en cours. Pilotée par le Directeur Administratif et Financier (DAF), la commission regroupe plusieurs membres du Conseil d'Administration, dont la Présidente, le Vice-Président, les Trésoriers, ainsi que le Directeur Général, garantissant une concertation efficace autour des enjeux financiers de l'association.

**La commission qualité:** l'année a été marquée par des incertitudes liées au Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) ainsi que par le départ annoncé de la Responsable Qualité à la fin de l'année. Ces éléments ont décalé et perturbé le déploiement de la nouvelle version de la commission qualité, dont le lancement était initialement prévu en septembre 2024. Une nouvelle organisation a été mise en place pour assurer la continuité de la démarche qualité. Sur l'année 2025, Hervé Dalibert et Marie-Renée. Prouteau, administrateurs, assurent désormais la co-animation de la commission, en lien étroit avec les directeurs d'activité qui ont, dans leur périmètre, la responsabilité du suivi qualité.

**La commission immobilière :** en sommeil depuis plusieurs mois, le suivi des chantiers de grande envergure est assuré par la Direction Générale et notre administrateur Luc Lefloch avec le soutien de prestataires externes (architectes, Aide à la Maîtrise d'Ouvrage, ...).

Dans le cadre du processus d'évaluation des établissements, plusieurs administrateurs se sont impliqués activement en participant aux audits des LHSS, du CADA et du CHRS.

Patrick Briançon, administrateur et DPO de l'association, est en relation permanente avec le prestataire chargé des systèmes d'information afin de garantir le respect des réglementations en vigueur, notamment en matière de protection des données personnelles.

En septembre 2024, certains administrateurs du Conseil d'Administration ont participé au **Forum du bénévolat**, un événement clé qui rassemble associations, bénévoles et acteurs engagés du territoire. Cette participation a été l'occasion de valoriser les actions de notre association, d'échanger avec des partenaires et de sensibiliser un large public à l'importance du bénévolat dans le cadre de nos missions.



Les administrateurs réunis pour un conseil d'administration.

# APPUI AU PILOTAGE DE LA DÉMARCHE DE MODERNISATION ET RESTRUCTURATION PAR NOS PRESTATAIRES EXTERNES

## NEPSIO CONSEIL



Par **Emmanuel JOUSSEMET** et **Bérénice RICHARD**

Dans le cadre de la dynamique de restructuration et de modernisation engagée fin 2023, l'ASBL a sollicité un appui externe pour sécuriser la mise en œuvre et le pilotage opérationnel de ses chantiers de transformation.

[NEPSIO Conseil](#) cabinet engagé aux côtés des acteurs de l'économie sociale et solidaire du Grand Ouest, a accompagné l'association tout au long de l'année 2024 dans cette trajectoire de consolidation, avec une approche à la fois stratégique, outillante et mobilisatrice.

### Appui à la levée de la procédure d'alerte

L'année 2024 a débuté par un événement structurant pour l'ASBL : la levée de la procédure d'alerte qui pesait sur l'association depuis fin décembre 2023. Cette étape a représenté à la fois un signal de sortie de crise et une reconnaissance des efforts engagés par les équipes, tant sur les plans financiers qu'organisationnels.

NEPSIO Conseil a contribué à cette étape clé en définissant et en consolidant le plan d'action à court terme notamment sur les volets financier (trésorerie court terme) et comptable (plan de retour à l'équilibre). Le cabinet a ainsi accompagné la Direction Générale dans la formalisation et communication des éléments attendus par le commissaire aux comptes et les partenaires publics, en lien étroit avec la Direction Administrative et Financière et les élus de l'association.

Au-delà des aspects techniques et du plan d'action transverse (revue de l'organisation, structuration de processus achats, meilleure gestion des dépenses, ...), ce travail a contribué à reconstruire un dialogue de confiance avec les financeurs publics et les partenaires bancaires privés, en démontrant la capacité de l'association à se réformer et à piloter sa transformation dans la durée.

Cette démarche a permis de renforcer la crédibilité du plan d'action engagé par l'ASBL, tout en sécurisant un climat de confiance renouvelé avec l'ensemble des parties prenantes.

### Organiser le pilotage des chantiers de modernisation et de restructuration

En parallèle, la mission de NEPSIO a consisté à accompagner la Direction Générale dans la structuration d'un pilotage clair, lisible et régulier de l'ensemble des chantiers de transformation engagés : ressources humaines, finances, patrimoine, système d'information, immobilier et parc locatif, démarche qualité, communication.

Un dispositif de suivi des chantiers a été mis en place avec des «rapports flash» trimestriels documentant les enjeux, l'avancement, les points de vigilance et les arbitrages nécessaires. Des fiches thématiques et tableaux de bord synthétiques facilitent le suivi et l'alimentation des instances de gouvernance (Conseil d'Administration, CODIR) avec des supports opérationnels partagés.

Ce cadre a également facilité la préparation des supports d'échanges auprès des partenaires publics et financeurs, dans une logique de transparence et de continuité de l'activité.

### Refonte de l'organisation RH : vers une architecture plus lisible et plus fonctionnelle

L'année 2024 a également été marquée par une étape majeure sur le plan RH : la refonte de l'organigramme de l'ASBL, conçu en lien avec la Direction Générale. Ce chantier, accompagné par NEPSIO Conseil, visait à :

- Favoriser une meilleure articulation entre Directions d'activité et fonctions support à renforcer ;
- Clarifier les périmètres de responsabilité, les niveaux hiérarchiques et circuits de décision ;
- Aligner l'organisation sur une logique de parcours usagers, afin de fluidifier les coopérations, de favoriser la transversalité, préparer un cadre propice à l'animation future des projets de service et de renforcer la lisibilité de l'action associative en externe.

La méthodologie mobilisée a permis de confronter les options d'organisation à la réalité des pratiques. Le nouvel organigramme, finalisé au 1er semestre 2024, a été validé pour une mise en œuvre progressive au 1er janvier 2025.

## Une communication structurée au service de la mobilisation

Tout au long de l'année, l'intervention a également visé à rendre les transformations en cours plus lisibles et compréhensibles. Des supports synthétiques et visuellement adaptés ont été construits pour faciliter la compréhension des enjeux, accompagner la mobilisation des directions, et favoriser le partage d'informations et la prise de décision du Conseil d'Administration.

Cette démarche de clarté et de communication a contribué à inscrire la transformation dans un récit partagé, tout en renforçant la lisibilité des priorités de l'association, en interne comme en externe. Ces supports ont également été exploités pour les partenaires publics, afin de positionner l'ASBL comme un acteur engagé, structuré et en capacité d'anticiper les transformations à venir.

## Une dynamique de pilotage consolidée

L'appui apporté par NEPSIO Conseil a contribué en 2024 à renforcer les conditions d'un pilotage collectif, lisible et efficace de la démarche de modernisation et de restructuration engagée.

Au-delà des outils, c'est une culture de pilotage partagée, fondée sur la transparence et la coopération, qui s'est consolidée. Les chantiers ouverts cette année constituent les bases d'une gouvernance renouvelée, d'une organisation modernisée et d'un dialogue renforcé avec les parties prenantes internes et externes.

**« Au-delà des outils, des indicateurs et des chantiers, nous retenons surtout de cette année 2024 une collaboration riche, exigeante et profondément engagée, aux côtés des acteurs (internes comme externes) de l'ASBL.**

**Nous sommes fiers d'avoir contribué et de continuer à contribuer, à notre mesure, à sécuriser un tournant important dans l'histoire de l'ASBL, et nous remercions chaleureusement l'ensemble des équipes, des directions et des administrateurs pour leur confiance ! »**

## MAUVE, Aide à la Maîtrise d'Ouvrage



par  
**Caroline DONNEZ**

## Intervention 2024 sur les occupations immobilières

Le parc immobilier est un outil au service de la qualité d'exercice des missions sociales de l'ASBL44.

Il constitue un écrin, au sein duquel l'ASBL44 doit pouvoir exercer ses actions, dans un cadre fonctionnel, sécurisant et adapté, pour les usagers, ainsi que pour les salariés de l'Association.

La particularité de l'ASBL44 réside dans la pluralité de publics qu'elle accompagne.

Son large champ d'intervention implique des particularités sur le volet de l'immobilier : des activités relevant de financeurs différents, des réglementations spécifiques, l'accès à des « produits immobiliers » soumis à des réglementations spécifiques ...

Cette particularité engendre beaucoup d'intérêt ainsi que de la diversité dans les missions ainsi que dans les approches immobilières.

Dans le cadre de ses missions, l'ASBL44 dispose de plusieurs types de « produits immobiliers » : logements diffus, structures collectives d'hébergement, immobiliers tertiaires ...

Différents « produits immobiliers », la plupart du temps, régis par des réglementations spécifiques, soit du fait d'un conventionnement social, soit du fait d'une classification telle que celle relative aux établissements recevant du public. Les éléments composant ce parc immobilier sont occupés soit à la location, soit en tant que propriétaire.

Lorsqu'il s'agit d'aborder la bonne santé et la pérennité de l'action sociale, par le prisme de l'immobilier, en tant qu'écrin de cette action, les interventions et le travail produit peuvent sembler particulièrement chiffrés et terre-à-terre.

Cependant l'objectif premier du travail autour de la bonne santé de l'immobilier, reste toujours d'en maîtriser les coûts afin de préserver les budgets de l'action sociale ...

Globalement, les coûts immobiliers qu'ils soient directs ou indirects : loyers, remboursements d'emprunts, charges d'entretien et de maintenance, charges de consommation énergétiques ... ont un impact considérable sur les budgets globaux de l'Association.

Afin de préserver au mieux les budgets dédiés à l'action sociale, un travail de rationalisation a été engagé en 2024.

Au préalable, il a été question de recenser, évaluer ... connaître pour mieux maîtriser et anticiper les années à venir.

## Les interventions sur l'année 2024 en bref ...

### Connaître pour maîtriser : le recensement multicritère du patrimoine immobilier de l'association ...

La mission s'est concentrée sur le patrimoine de l'association, avec un recensement physique ainsi qu'une analyse administrative, juridique et financière. L'objectif était d'obtenir une vision précise de son état, des coûts associés, de son cadre réglementaire et de sa valeur d'usage, afin de décider de sa conservation ou évolution, tout en maîtrisant les charges d'entretien et de maintenance.

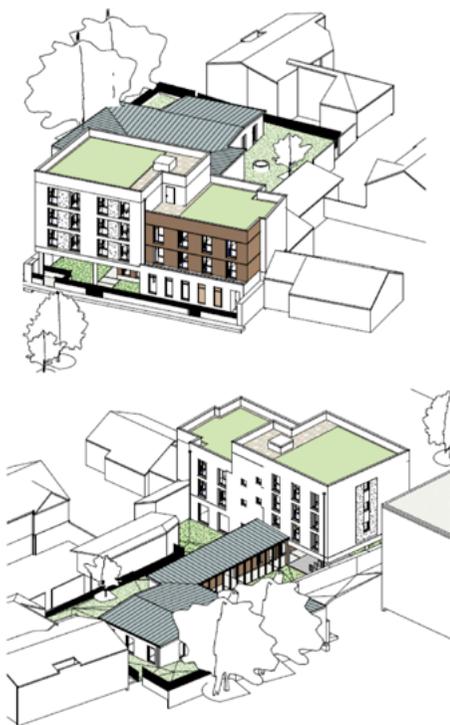
### Le développement en lien avec la Direction Enfance d'une structure d'accueil collective sur la ville de Nantes ...

Le projet sera livré à l'horizon 2027/2028 à Nantes, dans le quartier Doulon : un bâtiment neuf, porté par le CIF, qui pourra accueillir 32 places et offrira des

espaces de vie collective ainsi que des espaces fonctionnels pour les intervenants. Le permis de construire, déposé au début de l'année 2025, a été travaillé à l'appui d'un cahier des charges co-construit avec les équipes de la Direction Enfance dans le courant de l'année 2023 ...

Le développement de ce projet a fédéré l'ensemble des partenaires institutionnels : Métropole de Nantes, Services de l'État, Services du Conseil Département et Banque des Territoires ... après près de 18 mois de travail, un agrément a été délivré à la fin de l'année 2024, permettant d'envisager l'avenir sereinement en programmant une amélioration des conditions d'accueil et des conditions de travail dans les années à venir.

L'enjeu serait désormais d'obtenir la création d'une 2<sup>de</sup> structure collective de ce type.



## La captation et la finalisation de 2 projets neufs pour la direction hébergement et logement

MAUVE est intervenu également pour négocier deux opérations collectives encore en montage chez les bailleurs sociaux du territoire. Ces 2 futures implantations, à Nantes, représentent 14 logements conventionnés au titre du logement social. Cette captation marque le démarrage d'une procédure de renouvellement du parc immobilier loué à des tiers.

A l'occasion de ce travail, une analyse a été menée sur le parc diffus du CHRS AMETIS et un enjeu fort a été identifié : trop de logements privés et trop peu de logements sociaux.



Un objectif incontournable pour assurer la pérennité des équilibres : inverser cette tendance au nom de la rationalisation des coûts d'occupation et en faveur de l'action sociale.

## L'autorisation de transférer les LHSS de la Tannerie à Vertou

MAUVE est intervenue auprès des services de l'État et de la métropole nantaise afin d'informer et d'obtenir leur autorisation pour ce transfert. En effet, l'occupation de tous les biens immobiliers ayant fait l'objet d'aides publiques et de conventions, est soumise à des obligations de conformité aux dites conventions, de transparence et de communication auprès des institutions ayant financé les opérations immobilières. Tout changement de public dans un bien immobilier ayant bénéficié de financements publics est soumis à autorisation.

L'accord ayant été obtenu, les opérations de transfert auront lieu dans le courant de l'année 2025.

Cet accompagnement dans l'interface avec les services de l'État et les collectivités a pour but pour l'ASBL44, d'une part, de satisfaire à ses obligations réglementaires, et, d'autre part, de favoriser une bonne communication et de la transparence avec l'environnement institutionnel.

**2024 aura été une année de prise de connaissances sur laquelle certaines actions concrètes ont pu être menées au service de l'optimisation des coûts immobiliers pesant sur les budgets de l'association.**

## DIRECTION SYSTÈME D'INFORMATION



Par  
**Matthias JOUIN,**  
DSI

### 2024 : sécurisation et évolution du système d'information

L'année 2024 a été l'occasion de mener des projets de fonds. Le système d'information est central, commun à toutes les directions, et il est critique. Il était donc impérieux de faire évoluer l'infrastructure pour renforcer la sécurité et permettre à terme de nouveaux usages. Un grand travail a été mené sur la sécurisation du poste de travail, sur l'uniformisation des stratégies d'accès au réseau et sur la vérification des systèmes de sauvegarde et restauration.

La charte informatique a été mise à jour et permet à la fois de sensibiliser les salariés sur l'utilisation des outils informatiques en milieu professionnel et d'amener la direction à définir un cadre précis de mise à disposition des ressources et de traitement des données.

En parallèle, et suite à la définition d'une feuille de route fin 2023, une gouvernance informatique a été mise en place afin d'assurer un suivi régulier et cohérent des évolutions en lien avec le projet associatif.

### Dynamisation des outils métiers : une priorité

Un travail a en outre été initié pour redynamiser l'utilisation du principal logiciel métier utilisé, Ogirys. Il permet d'assurer le suivi social et médico-social des usagers. Mis en place il y a quelques années déjà, le pilotage de son évolution, en lien avec celle des usages et de l'organisation de l'association, n'était plus assuré. La reprise en main de l'outil, son réinvestissement, demande du temps et de la disponibilité. Il a donc été décidé d'associer des référents de chaque direction au pilotage de cet outil.

Enfin, des travaux ont été menés pour apporter plus de simplicité et de confort aux salariés, et notamment la possibilité de recevoir leur bulletin de salaire de manière dématérialisée et de poser leurs congés via un outil dédié.

**De nombreux projets sont encore prévus cette année, parfois très impactants ; 2024 aura servi à poser les bases de cette restructuration.**



# DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION



**Nicolas Gillot**  
Directeur Général



## salariés dont

- 1 Directeur Général,
- 1 Directrice Ressources Humaines
- 1 Directeur Administratif et Financier

*La Direction Générale regroupe les services Secrétariat Général, Ressources Humaines, Finances, Immobilier et Technique, assurant ainsi une gestion structurée et efficace.*

*Chaque professionnel, dans son domaine d'expertise, accompagne les établissements et services de l'association en mettant en œuvre la stratégie associative et en favorisant une amélioration continue de la qualité.*



## Chiffres clés

<b>426</b>	collaborateurs
<b>+ de 500</b>	contrats de travail et avenants
<b>2 220</b>	contrats intérim
<b>46 M€</b>	Budget 2024
<b>4 600</b>	appels téléphoniques
<b>5 574</b>	interventions de logistique et maintenance
<b>768</b>	logements
<b>128</b>	nouveaux logements captés



# SECRETARIAT DE DIRECTION GÉNÉRALE



**Nathalie JOUSSAUME,**  
Attachée de Direction Générale

Véritable appui des pôles de l'association, le service prend en charge le secrétariat général, garantissant le bon fonctionnement du Siège et de l'Association à travers la gestion des tâches administratives et de l'accueil. Le service compte désormais une seule secrétaire, placée sous la responsabilité de l'Attachée de Direction, après le départ en milieu d'année de la secrétaire à temps plein.

Le secrétariat assure l'accueil physique et téléphonique, garantissant un premier contact attentif et professionnel. Il gère également l'arrivée et l'expédition du courrier et veille à la bonne circulation des documents administratifs. En outre, le secrétariat assure la gestion des comptes utilisateurs Ogirys, notre logiciel de gestion des usagers et coordonne le suivi du bénévolat et des dons. À compter du 1er décembre, une nouvelle organisation s'est mise en place avec trois assistantes administratives placées sous la responsabilité de l'Attachée de Direction, mais qui conservent leurs rattachements fonctionnels aux différentes directions de l'association.

## Quelques chiffres

Le service a réceptionné plus de **4600 appels** en 2024, soit en moyenne **320 appels par mois**. Depuis la modernisation du standard téléphonique courant 2022, les appels entre le secrétariat, la RH et le service Finances sont mieux répartis.

Près de **500 demandes d'intervention** ont été comptabilisées en 2024 pour la gestion du logiciel Ogirys (création de comptes utilisateurs, dépannages pour mots de passe oubliés...).

Au début de l'année 2024, le secrétariat assurait le suivi administratif d'environ **80 bénévoles** engagés dans les différents services de l'association. Cependant, la fermeture de plusieurs dispositifs, dont le FSI (Insertion Scolarité pour les Mineurs Non Accompagnés), a conduit à une diminution significative du nombre de bénévoles. En raison de cette restructuration, près de la moitié d'entre eux ont dû être désinscrits en milieu d'année. À la fin de 2024, l'association ne compte donc plus qu'**une trentaine de bénévoles actifs**.

## Une organisation efficace tout au long de l'année

Le service a organisé en février un moment convivial avec les bénévoles pour les remercier de leur engagement au sein de l'association. Leur disponibilité et leur investissement sont précieux et contribuent directement au bien-être des usagers. Nous apprécions leur soutien et leur implication aux côtés de nos équipes.

Le Secrétariat de Direction joue un rôle essentiel dans l'organisation des réunions collectives, qu'il s'agisse de celles de la Gouvernance ou de la Direction Générale. En juin 2024, le service a donc contribué activement à l'organisation de l'assemblée générale, veillant à la préparation des documents, à l'accueil des participants et à la mise en place des conditions nécessaires au bon déroulement de cet

événement clé pour l'association. Comme chaque année à cette occasion, le rapport général constitue un outil de communication incontournable, offrant une rétrospective détaillée de l'année écoulée. Il résulte d'un travail collaboratif impliquant l'ensemble des directions et l'Attachée de Direction.

## Des gestes solidaires, un impact réel sur les publics accueillis

Tout au long de l'année, l'association a reçu des dons, à la fois monétaires et en nature, témoignant du soutien précieux de nos partenaires et donateurs fidèles. Plusieurs enseignes, telles que Leclerc Pôle Sud, qui nous a généreusement offert des jouets et des fournitures scolaires, ainsi que [la Pharmacie St Seb Boulevard](#), qui a contribué par des dons de lait infantile, ont joué un rôle clé dans cet élan de solidarité. Grâce à ces contributions, nous avons pu répondre aux besoins des publics que nous accompagnons, en leur apportant une aide concrète et adaptée. Cette mobilisation illustre l'importance du réseau de solidarité qui s'est tissé autour de notre association et nous encourage à poursuivre nos engagements avec détermination.

**Exemple concret du soutien apporté par nos partenaires :** en décembre, la société [Proginov](#) a fait appel à la mobilisation de ses salariés pour venir en aide à deux associations locales dont la nôtre. Ainsi des boîtes solidaires remplies d'objets du quotidien, de douceurs sucrées et de petits mots bienveillants, ont été distribuées à des bénéficiaires de nos services. De quoi apporter un peu de joie et de réconfort dans cette période difficile.

[Retrouvez le post sur linkedin](#)



# DIRECTION RESSOURCES HUMAINES



par **Tiphaine NERET**,  
Directrice des Ressources  
Humaines

**salariées dont**  
1 DRH,  
1 Responsable de  
service  
4 Chargées RH  
3 Gestionnaires paie  
2 Assistances RH



## Chiffres clés

+ de 550	Contrats et avenants
239	Visites médicales réalisées
(-1.89%)	Baisse du taux d'absentéisme
2220	contrats intérim
400	salariés en formation

## Une nouvelle organisation du service

- En 2024, l'équipe RH est organisée en 3 pôles :
- Pôle paie et administration du personnel
- Pôle développement RH (formation/recrutement)
- Pôle relations sociales et santé sécurité et conditions de travail

Outre l'impact du contexte social sur l'activité du service RH, l'année 2024 marque un tournant, elle est synonyme de structuration dans tous les sens du terme.

Une nouvelle organisation de service par Pôle a été mise en place avec un principe de fonctionnement « continuité d'activité ». Pour ce faire, le Pôle développement RH a accueilli deux nouvelles collaboratrices, Océane Carpy et Alizée Domange. Doha Msallek a complété le Pôle relations sociales et SSCT. Pour le Pôle Paie et Administration du personnel, un fonctionnement en transversalité des missions a été initié devant se poursuivre en 2025.

La redéfinition des missions par Pôle a également permis de gagner en efficacité et en technicité. Chaque Pôle du service a pu prendre la main sur des thématiques RH non traitées ou gérées par des activités. Tel est le cas de l'analyse de la pratique, de l'intérim. A ce jour, nous assurons le suivi et la vérification des budgets formation et intérim au mois le mois.

## Optimisation et structuration au service de l'efficacité

La structuration du service RH a également permis de gagner en réactivité mais également de structurer l'organisation même du service au profit des activités et donc des publics accueillis par la mise en place de process, d'indicateurs et d'outils.

En effet, 2024 a été une année préparatoire pour le déploiement de logiciels RH en 2025, tel est le cas d'[Octime](#), [LUCCA](#) par exemple. Différents ateliers thématiques, gestion des plannings, recrutement ont également été proposés aux Chefs de service dans une logique de montée en compétence et d'accompagnement.



*Belles rencontres pour ce job dating en partenariat avec ETTIC !*

[Retrouvez le post sur linkedin](#)



**2025 devrait permettre de stabiliser des fonctionnements tout en étant dans une logique d'amélioration continue pour appuyer la stratégie de l'Association.**

# DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE



par **Abdallah El Omari**,  
Directeur Administratif et  
Financier (DAF)

**salariés dont**  
1 DAF  
1 contrôleur de gestion  
1 responsable comptable  
5 comptables  
1 suivi des moyens généraux  
1 renfort sur les méthodes, procédures, arrêtés intermédiaires et budgets



Le service a dû suivre comptablement, analytiquement et budgétairement, pour un budget d'exploitation de 46 millions d'euros :

- 8 « établissements »
- 5 directions activités et 3 directions supports
- Une trentaine de services
- une quarantaine de dispositifs
- plus de 1000 fournisseurs/prestataires
- près de 900 logements / hébergements / bureaux.

A noter que, malgré sa taille, l'ASBL n'a pas de fonctions dédiées aux achats, à la trésorerie ou aux systèmes d'information, dont le suivi est actuellement éclaté entre plusieurs personnes.

## Assurer l'équilibre, préserver l'efficacité

Les missions du service restent les mêmes. Il doit pouvoir, principalement :

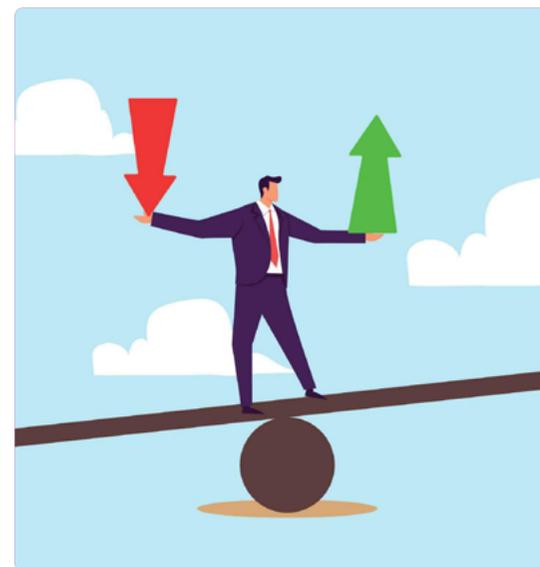
### 1 - Suivre au plus près l'activité des nombreux dispositifs existants :

- Identifier et qualifier le contour exact des prescriptions des financeurs
- Créer la structure analytique et comptable correspondante à cet état des lieux
- Enregistrer rapidement, exhaustivement et avec fiabilité l'ensemble des mouvements induits par nos activités

### 2 - S'assurer que le résultat des dispositifs ne soit pas déficitaire, rechercher l'équilibre budgétaire :

- Aider les directeurs et les chefs de service à établir des budgets de dépenses réalistes et conformes aux prescriptions des financeurs et au niveau des dotations et subventions accordées. La règle de base étant de ne pas dépenser plus que ce qui est financé

- Leur permettre, tout au long de l'exercice, de suivre l'état de leurs dépenses réalisées
- Les alerter en cas de dépassement prévisible pour, soit engager des actions pour faire des économies de dépenses, soit chercher des financements complémentaires
- Établir des arrêtés intermédiaires
- Contrôler le plus en amont possible les engagements de dépenses et leur conformité aux budgets approuvés
- Valider les dépenses réalisées conformément aux engagements de dépenses et aux budgets approuvés
- Revoir notre process d'achat pour réaliser des économies (mutualisation, meilleur référencement de produits et de fournisseurs, analyse et renégociation de nos contrats...)
- Proposer de refuser et/ou arrêter des dispositifs dont le financement ne couvre pas le niveau de dépenses nécessaires à son exploitation.



## 3 - Gérer et anticiper le niveau de trésorerie pour rester toujours au moins à l'équilibre :

- Reconstituer les fonds propres
- Recourir plus à l'emprunt
- Ne pas créer de déficits non financés

Négocier systématiquement avec les financeurs des avances de trésorerie, ou mettre en place des solutions bancaires, pour éliminer, ou à tout le moins diminuer au maximum, le délai défavorable entre nos décaissements et l'encaissement des subventions



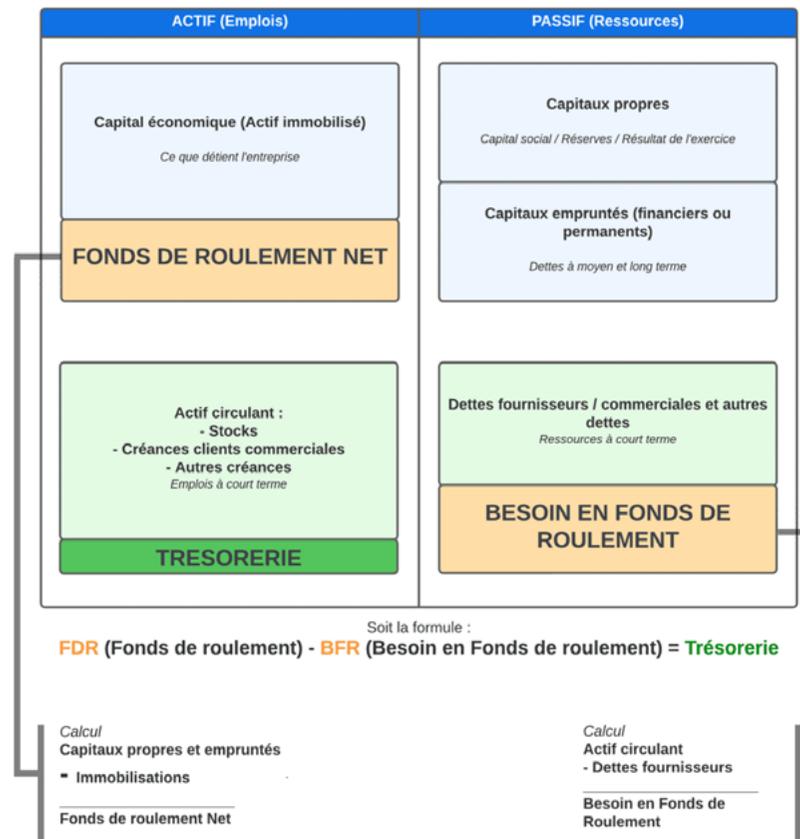
Durant l'exercice 2024, le service a continué la mise en place et/ou l'amélioration de ces différents axes malgré un contexte encore plus tendu.

En plus des difficultés existantes, composées principalement par la diversité et le grand volume de nos activités et la résistance au changement, l'ASBL, et par voie de conséquence le service Finances, a dû participer activement à la réorganisation de l'Association et au PSE induits par la diminution de recettes consécutive à l'arrêt de prestations du dispositif Mineurs Non Accompagnés. Le CD44 ayant transféré ces activités à une autre association sans transférer les salariés.

A noter aussi, courant 2024, la décision de l'Etat d'accorder le Ségur aux « oubliés », rétroactivement au 1er janvier 2024, augmentant ainsi encore notre niveau de charges, sans une compensation rapide et simple par nos financeurs.

## BILAN

CABINET-ARC.FR



## Des avancées concrètes pour un avenir stabilisé

### Nous pouvons cependant nous satisfaire de quelques avancées significatives :

- Meilleure visibilité sur nos activités et nos niveaux de dépenses
- Réduction importante du déficit du dispositif MNA
- Gain de crédibilité auprès de nos financeurs et

nos partenaires (banques, CAC...)

- Trésorerie stabilisée
- Nombreux chantiers lancés pour atteindre les objectifs d'équilibre budgétaire tout en garantissant le bon accompagnement des usagers
- Continuité d'exploitation assurée.

# SERVICE TECHNIQUE



par **Jean-Marie RAHARD**,  
chef de service

**salariés dont**  
1 chef de service,  
1 Coordinateur,  
7 agents de  
maintenance,  
2 salariés  
spécialisés travaux  
d'embellissement,  
5 salariés équipe  
logistique



En 2024, un salarié du pôle Protection de l'Enfance a été intégré au service pour assurer des missions logistiques.

L'activité du service est rythmée par les demandes d'interventions quotidiennes, soumises via Ogirys par l'ensemble des services. Près de 7000 demandes ont été formulées en 2024 (contre 5880 en 2023). Le volume d'activité, notamment logistique, est directement impacté par les entrées/sorties du parc immobilier.

## Maintenance

Les 7 agents de maintenance sont géographiquement sectorisés.

3200 demandes d'intervention ont été traitées en 2024 (contre 2650 en 2023).

Le périmètre d'intervention couvre près de 800 logements diffus, les foyers et résidences, sans oublier les locaux tertiaires de l'ASBL.

Les équipes techniques gèrent différents types d'interventions, notamment le chauffage, la plomberie, l'électricité et la menuiserie, afin d'assurer le bon fonctionnement et l'entretien des locaux.

En 2024, 2 salariés spécialisés dans la peinture et le revêtement de sol ont contribué activement à 97 chantiers de rénovation et d'embellissement.

## Logistique

En 2024, 5 salariés ont assuré 2374 interventions, couvrant une large gamme de prestations, allant de l'aménagement et des déménagements au réassort de mobilier et d'électroménager, sans oublier les achats et la préparation des commandes.

Plus de 2000 factures internes ont été émises destinées à répartir les stocks en fonction des services consommateurs.

*Petits et gros électroménagers prêts à rejoindre leur nouvelle destination, après achats et préparation des commandes.*



## Externalisation

400 interventions ont été confiées à des prestataires extérieurs ou aux chantiers d'insertion de l'ASBL (Désinsectisation, nettoyage, entretien des espaces verts, menuiserie, entretien et dépannage chauffage...)



## Sécurité

Le service assure la mise en place et le suivi des contrats réglementaires : sécurité incendie, code du travail...

## Immobilier et technique : une collaboration clé

Une nouvelle initiative a été mise en place : des visites trimestrielles sur les différents sites collectifs de l'ASBL. Cette démarche repose sur une collaboration étroite entre le service technique et le service immobilier, permettant d'identifier les travaux à engager, d'assurer le suivi des réalisations, de concevoir des livrets techniques et de traiter les points spécifiques liés à la sécurité incendie.

## Vers un contrat unique : efficacité et maîtrise

En 2024, un gros travail a été réalisé autour des contrats de fournitures d'énergie. Le service a recensé les centaines de contrats individuels chez différents fournisseurs, retrouvé les dates d'échéances et amorcé un travail de regroupement dans des contrats multi sites. Ce travail a permis d'ajuster plus précisément certains contrats et de repérer des sites très énergivores. Les charges d'énergie ont ainsi diminué de 15% entre 2023 et 2024. Il devrait nous amener à négocier un contrat unique gaz et électricité pour l'ensemble de nos 755 sites au 31/12/2026.

## Prestataire Entretien Chaudières

Le service a contractualisé avec un nouveau prestataire spécialisé pour l'entretien des chaudières, assurant ainsi la maintenance et le dépannage des systèmes de chauffage dans les différents sites (environ 150 chaudières). Cette nouvelle collaboration a permis de remettre à plat notre processus de contrôle de ces maintenances réglementaires, afin de garantir la sécurité de nos usagers et l'efficacité énergétique des installations.



## Perspectives 2025

Mise en place d'un nouveau logiciel de gestion des demandes d'intervention

Déménagement du service sur le site de Vertou prévu pour la fin de l'année

Intégration progressive de certains salariés en insertion au sein du service

Continuer à cibler les pistes d'économies possibles sur la question de l'énergie

Contractualiser avec un nouveau prestataire en désinsectisation

Mise en place de contrats d'entretien préventif au sein des logements diffus.



# SERVICE IMMOBILIER



par **Yasmina BOULISSIERE**,  
cheffe de service



**salariés dont**  
1 cheffe de service,  
1 Coordinateur,  
5 Gestionnaires locatifs  
1 Chargée de captation  
en alternance



## Chiffres clés

<b>768</b>	Logements gérés au 31 décembre 2024 (+43 par rapport à 2023)
<b>2 280</b>	Demandes Ogyris traitées
<b>43</b>	Sinistres ouverts (principalement dégâts des eaux)
<b>128</b>	Nouveaux logements captés
<b>213</b>	États des lieux réalisés avec les propriétaires
<b>85</b>	Logements restitués aux bailleurs
<b>106</b>	Logements loués meublés

## Captation et Développement du Parc Locatif

Face aux enjeux liés aux sorties d'hôtels des Mineurs Non Accompagnés (MNA), le service immobilier a intensifié ses efforts de captation, permettant le relogement de 87 jeunes en colocation sur le territoire de Nantes Métropole.

128 nouveaux logements captés, représentant un taux de transformation des visites de 48 % (263 logements visités pour 128 signés).

Malgré la tension du marché locatif, les partenariats de longue date ont permis d'accéder à des offres répondant aux critères fixés.

Les négociations avec les bailleurs ont permis d'obtenir des travaux de mise en conformité ainsi que des baisses de loyers adaptées aux moyens financiers des dispositifs d'accompagnement.

Renforcement de la pertinence de la prospection et optimisation des captations, ce qui garantit une meilleure adéquation entre les opportunités et les besoins stratégiques.

## Gestion Locative et Coordination des Services

L'accroissement du parc locatif nécessite une coordination étroite entre les services éducatifs, logistiques, comptables et techniques.

Le service immobilier assure la gestion des énergies, abonnements, assurances et équipements.

Les livraisons de gros électroménagers ainsi que la remise en état et le nettoyage des logements avant restitution aux bailleurs sont intégralement prises en charge.

Au 31 décembre 2024, l'association loue 274 logements sociaux, dont 43 nouveaux signés cette année, principalement dédiés aux dispositifs ASUR, DUK et ASTRE dans le cadre de baux glissants.



Intérieur d'un logement capté et aménagé par le service immobilier



## Gestion Administrative et Comptable

La gestion des baux implique un suivi quotidien rigoureux :

- Suivi et vérification des avenants, régularisation des charges et vérification des révisions de loyers.
- Gestion des dépôts de garantie, analyse des devis et factures de travaux.
- Mise à jour des données immobilières et suivi auprès des assureurs.

## Suivi Technique et Entretien du Parc Locatif

2 280 demandes Ogyris ont été traitées par les gestionnaires locatifs et le coordinateur de service.

43 nouveaux sinistres ont été ouverts en 2024.

Le suivi rapproché des demandes et sinistres a permis :

- Un maintien en bon état du parc locatif et une meilleure qualité de vie pour les usagers.
- Une réactivité améliorée grâce à la coordination avec le service maintenance.
- Une meilleure maîtrise des coûts en obtenant la prise en charge d'un plus grand nombre de travaux par les propriétaires.
- Un soutien renforcé aux référents sociaux, désormais accompagnés par des référents immobiliers.

## Stratégie Immobilière et Perspectives

Restitution aux bailleurs des logements éconergivores et vétustes au profit d'habitations mieux adaptées.

Identification des besoins et création d'un tableau de synthèse des activités immobilières.

Recensement et inscription au Répertoire des Logements Locatifs des Bailleurs Sociaux (RPLS).

Négociations en cours sur les collectifs MNA, avec des retombées économiques attendues dès 2025.

L'année 2024 a également été marquée par le développement de projets immobiliers tertiaires :

Mutualisation des espaces pour optimiser les moyens et améliorer les conditions de travail des salariés.

En 2025, le site du Bizet sur l'Île Beaulieu accueillera 4 services et une direction d'activité, réunissant plus de 50 salariés sur site.

## Perspectives 2025

L'année 2025 sera rythmée par de nombreuses livraisons neuves attribuées par des bailleurs sociaux à destination des MNA et CHRS (logements diffus).

De nombreux logements seront identifiés pour fléchage interne.

La re-commercialisation des locaux tertiaires et les futurs déménagements du CHRS et des LHSS amèneront le service immobilier à devoir renforcer ses actions avec les autres services d'activités et fonctions supports.

L'année 2025 devrait aussi voir la livraison d'un nouveau collectif à destination des MNA entraînant la restitution de la résidence Frère Louis. La Direction Enfance garde en tête l'objectif de remplacement du site de Cordemais.

Le service devra aussi travailler à la mise en place de contrats d'entretien préventif au sein des logements diffus et à la recherche d'un logiciel dédié à la gestion immobilière.

Enfin, le service immobilier devrait déménager sur le site du siège de l'association à Vertou.



Accueillant plusieurs services de l'association, le site du Bizet offrira des espaces adaptés et un cadre confortable pour les salariés.

# PÔLE PROTECTION DE L'ENFANCE



par **Frédéric  
JOUET**,  
Directeur

*Une année décisive  
afin de garantir la  
pérennité de l'activité*



**137** salariés dont  
1 directeur de pôle,  
12 chefs de services,  
11 coordinateurs.

## Chiffres clés

**750 jeunes pris en charge en 2024 avec une moyenne d'âge de 17 ans.**

**Au 31.12.2024, 316 mineurs et 212 majeurs pris en charge dont 51 filles et 477 garçons.**

**705 évaluations** de la minorité et de l'isolement réalisées.

**410 jeunes** ont intégré le dispositif d'accueil ALMANA dans le cadre de l'évaluation de la minorité et de l'isolement. **29 jeunes** ont intégré le dispositif d'accueil par **Ordonnance de Placement Provisoire (OPP)** au titre de la péréquation nationale.

**5 jeunes** ont été accueillis au titre de **l'Assistance Éducative**.

L'année 2024 a été une année déterminante pour le Pôle Protection de l'Enfance. Malgré une année 2023 de mise en conformité organisationnelle, le bilan financier de l'exercice présentait un résultat négatif important pour la quatrième année consécutive. Ce constat a conduit le Département à prendre un certain nombre de décisions très impactantes pour nos activités et pour les collaborateurs et collaboratrices qui les portent. Cela s'est traduit à l'échelle associative par la présentation d'un projet de réorganisation de nos services qui a entraîné la suppression de 38 postes et de la réduction de notre périmètre d'autorisation de l'accueil en moyen séjour à 500 mesures.

## Services du 1er accueil : Une transition marquée par des changements majeurs

Les services de premier accueil ont vécu une année de transition de leur activité vers un nouvel opérateur choisi en début d'année par les services de la Direction Enfance Famille du Conseil Départemental de Loire Atlantique.

Cette décision a fortement impacté l'ensemble des collaborateurs des services AEMINA & ALMANA qui ont été intégrés, dès le second semestre 2024, au Plan de Sauvegarde de l'Emploi de l'association. L'activité de Recueil Provisoire d'Urgence portée par le service ALMANA a ainsi pris fin au 1er août 2024. L'activité de l'Évaluation de la Minorité et de l'isolement porté par le service AEMINA a pris fin au 1er octobre 2024. Ces deux activités ont été transférées progressivement à l'association France Terre d'Asile qui en assure l'exécution depuis cette date.

De manière concomitante deux services supports ont été impactés par ces décisions :

La Direction Enfance Famille du Département de Loire-Atlantique a mis fin au service **F.S.I (FLE Scolarité Insertion)**, entraînant la cessation de son activité et de la coordination assurée par deux professionnels (avec le soutien de 40 bénévoles, de volontaires en service civique notamment). Cette décision prive les services éducatifs de moyens séjours d'un soutien essentiel à la réussite scolaire des jeunes. Pour y remédier, un partenariat a été établi avec l'association Proximité® afin de répondre à une partie des besoins.

**Le service MORINGA (Santé)** : la Direction Enfance Famille du Département de Loire Atlantique a décidé de mettre fin à l'activité de ce service de manière centralisée et a conduit à la suppression de 4 postes.

L'ouverture des droits à l'Aide Médicale dont bénéficient les jeunes dans l'attente de l'évaluation de leur minorité et de l'isolement a été transférée à l'association France Terre d'Asile, le Département prenant le relais sur l'ouverture des droits à la Complémentaire Santé Solidaire.

Les Infirmier.ères Diplômé.e.s d'Etat se sont vu.es rattaché.es aux services éducatifs à raison de 6 E.T.P pour l'ensemble du Pôle.

Le contexte d'arrêt des activités historiques du Pôle Protection de l'Enfance a fortement impacté la réorganisation des services de moyens séjours notamment sur le champ de la mise en œuvre du parcours de soins des primo-arrivants et l'organisation de la scolarisation et de l'entrée en formation de ce public. L'ensemble de ces missions étaient majoritairement porté par le service ALMANA jusqu'à l'arrêt de son activité. Le schéma départemental de prise en charge des primo-arrivants prévoyait la création de 70 places d'Accueil Observation Orientation (AOO) censée couvrir la réponse à ces besoins. Les places d'A.O.O. n'ayant pas été créées en 2024, la couverture de ce besoin fera l'objet d'un aménagement dédié au sein des services de moyens séjours durant l'année 2025.

## Services d'accompagnement moyens séjours : une transition qui impacte jeunes et professionnels

Les services de moyens séjours ont été fortement affectés par la réorganisation associative et le Plan de Sauvegarde de l'Emploi, bouleversant leur organisation RH. Durant cette période, les services éducatifs ont dû recourir à des contrats courts ou à de l'intérim, générant une insécurité pour de nombreux jeunes confrontés à des changements fréquents de référent.e éducatif.ve.

Le développement des activités des services de moyens séjours (collectifs, diffus et diffus renforcés) s'est structuré en 2024 autour de 4 axes :

### La sortie de l'hôtel

Au 1er janvier 2024, 180 jeunes hébergés à l'hôtel ont été progressivement relogés grâce à la mobilisation des services Immobilier et Technique, qui ont aménagé près de 100 places décentes et adaptées. La mise en œuvre de cette injonction réglementaire (Loi Taquet et injonction du Conseil Départemental) a été facilitée par la réduction du périmètre d'activité à 500 places et l'implication des services éducatifs de moyens séjours diffus, accompagnant les déménagements dans des délais contraints.

### L'amélioration des conditions d'accueil

L'amélioration des conditions d'accueil des services PAMIPA & ASAMEH

Pour optimiser le déploiement des équipes éducatives et l'accès aux services de moyens séjours diffus, les services ASAMEH et PAMIPA ont contribué à la réflexion sur leur regroupement sur l'île de Nantes, Boulevard de la Loire, au second semestre 2024. La création d'une nouvelle offre immobilière tertiaire a également permis d'envisager la réintégration de la Direction Enfance en centralité, renforçant la proximité avec les services.

Une étude concertée avec Habitat 44 et les services du Département de Loire-Atlantique afin d'améliorer l'offre d'hébergement des services moyens séjours diffus.

Une stratégie immobilière concertée - sur la base d'une stratégie immobilière déposée auprès de la Direction Enfance Familles - a permis de valider le projet d'ouverture de 60 places en colocation à Rezé et Saint-Sébastien-sur-Loire, adaptées aux services moyens séjours diffus. Ce projet améliorera les conditions de travail des professionnels et d'accueil des bénéficiaires. La livraison des logements est prévue au second trimestre 2025, en remplacement d'hébergements existants.

Une étude concertée les services du Département de Loire-Atlantique, l'agence Mauves et le CIF afin d'améliorer l'offre d'hébergement des services moyens séjours collectifs

Dans un souci d'amélioration de l'offre d'hébergement des services collectifs, un premier projet a été validé par les services du Département qui vise à l'ouverture en 2027 d'une structure collective neuve portée par le bailleur CIF sur la base d'un cahier des charges co-écrit par les acteurs concernés.

### La mise en œuvre de la nouvelle réglementation des allocations jeunes

En 2024, le Conseil Départemental de Loire-Atlantique a harmonisé les allocations jeunes pour toutes les associations délégataires, renforçant la transparence des moyens alloués et la cohérence des parcours entre opérateurs. Cette évolution, soutenue par l'ASBL, sera complétée en 2025 par de nouvelles dispositions sur la participation des bénéficiaires avec ressources.

### L'harmonisation des supports d'accueil des jeunes

Autre chantier important porté par l'ensemble des services durant l'année 2024 : l'écriture des documents supports liés à l'accueil des personnes et le développement des instances de participation des personnes concernées à l'échelle du pôle. Ces travaux concertés ont donné lieu à une production chartée de l'ensemble des documents constituant le livret d'accueil et ont rendu plus lisible la notion de parcours au sein des différents services de moyens séjours.

### Sport, culture et nature : un programme dynamique pour les jeunes du pôle en 2024

En mai 2024, 10 jeunes du service ATHOME Saint-Nazaire ont pu assister à une visite guidée et privatisée du stade du FC Nantes. Plusieurs objectifs ont été fixés pour cette visite : proposer une activité collective pour favoriser les rencontres entre les jeunes, permettre aux jeunes de découvrir un lieu emblématique de la ville de Nantes et son histoire, répondre à un besoin de participer à des activités pendant les vacances. Les jeunes étaient ravis de découvrir les coulisses de la Beaujoire !



Visite guidée du FCN pour les jeunes d'Athome St Nazaire

En juin 2024, les jeunes du collectif CORDEMAIS ont réalisé un potager. Les jeunes ont décaissé le terrain, construit une petite serre puis ils ont fait des plantations. L'équipe est très fière des jeunes pour cette réalisation et depuis le sujet du jardin et potager est présent dans le collectif.



Silence ça pousse à Cordemais !

Un séjour au camping à la mer a eu lieu à l'été 2024 pour le collectif FRÈRE-LOUIS. 16 jeunes accompagnés d'éducateurs ont séjourné aux Sables-d'Olonne. Les jeunes se sont impliqués dans la préparation de ce projet à l'aide de l'équipe. Au programme : karting, plage, randonnées, vélo, piscine, kayak... Le financement a principalement été pris en charge par l'ANCV (<https://www.ancv.com/>).

L'été 2024, l'équipe du service ATHOME Nantes a proposé aux jeunes une activité graffiti. Le groupe a pu peindre sur un mur mis à disposition par la ville de Nantes. L'idée était de faire découvrir la culture du graff aux jeunes et de leur faire essayer la discipline. Hésitants au départ, ils se sont rapidement prêtés au jeu et ont apprécié le moment.



Les jeunes d'Athome prennent la parole en couleurs

En août 2024, le collectif SAINTE-LUCE a organisé plusieurs sorties nature : voile, V.T.T, paddle, course d'orientation et escalade. Une dizaine de jeunes ont pu découvrir les bienfaits de l'activité physique, améliorer la confiance et l'estime de soi, s'ouvrir aux autres, aux activités et environnements inconnus.



Sortie voile pour les jeunes du collectif Ste Luce

# PÔLE HÉBERGEMENT



par  
**Thierry PASTOU**,  
Directeur

*2024, une année de transition audacieuse, où l'humain doit rester au cœur malgré les mutations.*



**37 salariés** dont  
1 directeur de pôle,  
1 chefs de services,  
3 coordinateurs.



## Chiffres clés

**Accueil total en 2024 :**  
**1731 personnes**

### CHRS

Site d'ATLAS 164 personnes

Site de la Tannerie 181 personnes

### Home 24

661 personnes

### Halle aux Bagages

319 personnes dont les bagages ont été pris en charge, soit 3039 passages à l'année

### ASUR

Logements d'urgence  
143 personnes dont 58 ménages

Sous-Location  
141 personnes dont 50 ménages

Intermédiation Locative  
51 personnes dont 15 ménages

Mise en sécurité de femmes victimes de violences conjugales  
27 personnes dont 14 ménages

Mesures ASLL Accès et Maintien  
74 personnes dont 29 ménages

### Maison Relais

44 personnes

## CHRS AMETIS : une organisation adaptée aux besoins du terrain

Malgré la conjoncture économique de 2024 et le Plan de Sauvegarde de l'Emploi de l'ASBL, l'équipe s'est mobilisée pour finaliser son projet institutionnel, validé par le Conseil d'Administration. Cette dynamique a permis de réaliser l'évaluation externe en novembre avec des retours positifs et des axes d'amélioration pour les 5 prochaines années.

Aujourd'hui, le CHRS AMETIS est composé du site d'Atlas avec une capacité d'accueil optimale de 144 places réparties sur 108 logements (T3 et studios) et du site de la Tannerie avec 44 places en collectif.

L'établissement a maintenu son partenariat avec le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation, permettant l'accueil de 5 personnes via le dispositif de Placement Extérieur (PE). Parmi elles, deux ont bénéficié d'un aménagement de peine « Ab Initio », exécutant leur placement directement au CHRS sans passer par la détention.

2024 marque aussi le début d'une collaboration plus étroite avec la nouvelle Structure d'Accompagnement vers la Sortie (SAS) de Nantes, dont les profils (addictions, intérêt pour l'accompagnement social...) correspondent aux profils des personnes accueillies au sein du CHRS.

Les actions du CHRS en faveur des personnes en grande précarité ont continué :

- **Atelier cuisine** : 8 séances, 13 résident.e.s impliqué.e.s.
- **Appartement parentalité** : 36 demandes, 7 bénéficiaires.
- **Consultations avancées** : [Apsyades](#) 50 rendez-vous pour 17 personnes (moyenne de 3 par résident.e).
- **Lutte contre la précarité menstruelle** : installation d'un distributeur de protections gratuites sur le site d'Atlas.
- **Tournoi de foot** avec [Dynamixt](#), un temps fort des animations.

Enfin, 5 étudiant.e.s en travail social ont effectué un stage sur Atlas, une apprentie éducatrice spécialisée fait également partie de l'équipe.



Au top la Team Tannerie !

## La Halle aux Bagages : un service essentiel pour les plus précaires

La mission principale de la Halle aux Bagages est de rendre service aux personnes en difficulté sans hébergement ou hébergées dans des conditions précaires (rue, squats).

Dans cet espace, en plus du stockage de bagages, en partenariat avec « [La Boîte à Récup](#) » et gérée par une bénévole, des articles textiles sont mis à disposition des usagers à « La Penderie ».

Le service permet également aux bénéficiaires de se connecter à internet et de profiter d'un espace dédié à l'hygiène grâce à l'accès aux douches.

Il est essentiel de préserver un cadre d'intervention structuré afin d'éviter que le service ne soit détourné en « garde-affaires » voire « garde-meubles ».

Le service est gratuit, illimité dans le temps, mais nécessite un contact une fois tous les 3 mois minimum, l'espace restant limité par rapport à la demande qui ne cesse de grandir.

En 2024, nous avons enregistré 3 039 passages, contre 2 848 en 2023, soit une moyenne de 16,5 passages par jour sur l'année.

Ces chiffres montrent bien l'utilité du service.

## HOME 24 : un espace d'accueil et de répit pour les plus démunis

Le foyer Home 24 est un centre d'hébergement d'urgence (CHU). Sa mission première est d'accueillir les personnes orientées par le 115 mais également par le Samu Social. La structure a une capacité d'accueil de 18 places dont 12 places hommes, 6 places femmes.

Les personnes orientées sont des personnes majeures sans abri en situation de vulnérabilité. Elles sont hébergées sur le foyer sans condition de ressources ni de droit au séjour et peuvent bénéficier d'un repas chaud tous les soirs et du petit déjeuner le lendemain.

## ASUR : réorganisation et nouvelles dynamiques pour un soutien efficace

Le travail de refonte de la mesure ASLL (Accompagnement Social Lié au Logement) par le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) métropolitain s'est poursuivi sur l'année 2024, nous permettant d'enrichir les pratiques des professionnels du service, du fait du travail au sein des groupements inter-associatifs. Ces mesures, notamment celles concernant « l'Aller-Vers », ont démontré leur pertinence et nous souhaitons étendre cette pratique sur le territoire du Vignoble.

Un poste spécifique pour l'accompagnement des femmes victimes de violences a été mis en place.

La situation financière de l'association a engendré une réorganisation du service. La permanence téléphonique a pris fin en fin d'année, et dorénavant, les demandes seront transmises par le biais des services sociaux institutionnels.

La cheffe de service a quitté son poste et sa fonction a été reprise par le directeur d'activité.

## Maison Relais : au service du lien et de l'accompagnement

Depuis 2023, la maison relais est composée de trois résidences : Dorelle au Loroux-Bottereau avec 18 logements, Forget à Basse-Goulaine avec 6 logements et Chesnaie à Vertou avec 17 logements

En 2024, 4 personnes ont intégré le dispositif et 6, en sont sorties.

Le service a consolidé son implantation sur le site de Vertou avec l'installation permanente de l'équipe et de ses bureaux, favorisant une plus grande proximité dans l'accompagnement. La cheffe de service est partie en cours d'année vers d'autres horizons et sa fonction a été reprise par le directeur d'activité.

En 2024, l'équipe a su maintenir un planning d'animations diversifiées : atelier popote, sorties à la mer, anniversaires et autres repas gourmands.

Gilles, bénévole continue d'intervenir chaque semaine à la résidence Dorelle autour de l'éveil musculaire. Il a même élargi ses interventions en 2024 pour proposer des moments conviviaux autour de jeux de société. Succès assuré !

Nous avons eu le plaisir d'accueillir trois stagiaires de l'école d'ergothérapie du Mans du 4 mars au 26 avril. Elles ont pu travailler auprès des locataires autour de l'autonomie en suivi individuel ou collectif. Leur présence et leur travail ont été très appréciés autant par l'équipe que par les résidents.



Strike de bonne humeur et spare de convivialité pour les locataires de la maison relais



Bain de soleil, bol d'air et éclats de rire ! Les locataires de la maison relais ont bien profité de leur séjour à la mer.

# PÔLE INSERTION



par **Frank Gervais & Edith Ramirez**,  
chefs des services Insertion

*Parce que chaque parcours est unique, notre mission est de redonner confiance, compétences et perspectives d'avenir*



## salariés dont

- 2 chefs de service,
- 3 conseillers en insertion professionnelle (CIP),
- 8 éducateurs techniques d'insertion (ETI),
- 1 éducatrice socio-professionnelle (ESP),
- 3 chargées de partenariat,
- 1 référente RSA,
- 1 assistante administrative



## Chiffres clés

- 99** salariés en parcours d'insertion accompagnés
- 54%** de taux de sorties positives (emploi ou formation)
- 10** personnes accompagnées en action de dynamisation (CIM)
- 144** réfugiés ou demandeurs d'asile aidés dans leur parcours professionnel



Sensibilisation en mutualisation dans nos locaux de Vertou avec la MIIS



Visite des ateliers de formation des Compagnons du Devoir à Ste Luce

## Convergence (CVG)

En 2024, 347 salariés ont bénéficié de Convergence (CVG) et 64 personnes ont suivi un parcours Premières Heures en Chantier (PHC). L'équipe mutualisée de Convergence Nantes coordonne la mise en œuvre des programmes CVG et PHC sur la métropole de Nantes. Elle est composée d'un coordinateur, d'une assistante administrative et de trois chargées de partenariat. Elle propose des actions de formations et un soutien aux équipes d'insertion socio-professionnelle des chantiers d'insertion qui se sont engagés au sein de ces programmes. Les interventions concernent les domaines de l'emploi, du logement, de la santé et de l'accès aux droits ; en effet, ces programmes sont destinés à accompagner un public très éloigné de l'emploi, cumulant un grand nombre de freins dont



Visite de la plateforme Lidl Logistique où travaille un ancien salarié des chantiers



Forum Insertion et Handicap au Carré des Services- couleur 2024

la précarité du logement (sans abrisse, hébergement d'urgence...) ou les problèmes de santé (psychique ou physique). L'accompagnement global et concerté mis en place permet l'insertion sociale et professionnelle du plus grand nombre.

## Chantiers d'insertion

Au deuxième semestre 2024, l'équipe s'est renforcée avec l'arrivée d'un nouveau salarié spécialisé en second œuvre, apportant d'autres compétences techniques pour les chantiers. Parallèlement, une nouvelle cheffe de service a été recrutée pour piloter une restructuration du service. Son objectif : améliorer l'organisation, favoriser les parcours d'insertion et renforcer la qualité des prestations. Cette réorganisation vise également à mieux répondre aux besoins des partenaires et bénéficiaires. Ces évolutions marquent une étape clé dans le développement et la professionnalisation de notre structure. 13 périodes de mise en situation en milieu profession-



Transmission du savoir : expertise et insertion en maraîchage

nel (PMSMP) ont été réalisées par les salariés en parcours. Les trois chargées de partenariat CVG soutiennent le travail des Conseillers en Insertion Professionnelle (CIP) sur les thématiques (emploi, santé et logement).

## Premières Heures en Chantier (PHC)

Depuis cette année, l'éducatrice socio-professionnelle est intégrée au collectif de professionnels des chantiers d'insertion, partenaires de Convergence Nantes. Cela lui permet de recevoir l'appui de l'équipe mutualisée, d'échanger avec des professionnels d'autres structures, de travailler l'insertion socio-professionnelle des salariés en PHC. 15 personnes en un parcours de rue ont été accompagnées cette année par ce programme vers l'emploi et le logement.

## Chargé d'insertion professionnelle pour les publics demandeurs d'asile

Le travail d'insertion professionnelle des publics demandeurs d'asile et réfugiés s'est poursuivi en 2024. La prise en charge des personnes se fait en amont de l'obtention d'un titre de séjour, pour pouvoir identifier rapidement les freins à l'emploi et travailler à leur levée. Au cours de l'année, 144 personnes ont été accompagnées dans l'élaboration de leur projet professionnel. En définitive, 44 d'entre elles ont signé un contrat de travail. Cela permet souvent de les solvabiliser pour faciliter l'accès à un logement indépendant et donc une sortie du CADA/HUDA. Pour des raisons budgétaires, ce poste de chargé d'insertion en CADA a été supprimé en fin d'année.

## CIM

L'action de dynamisation re mobilise les publics RSA, souvent confrontés à un isolement social et à une perte de repères professionnels. Cette action vise à lever les freins à l'insertion en travaillant sur

la confiance en soi, la mobilité, la gestion du quotidien et la redécouverte des codes professionnels. Les conseillers en insertion ont assuré un accompagnement individualisé tout au long du parcours, en étroite coordination avec les référents des différentes Unités Emploi du Département.

## RSA

Après une légère baisse d'activité en début d'année, le nombre de bénéficiaires n'a cessé d'augmenter et ce, avant même la mise en place de la Loi Plein Emploi qui va impacter le dispositif en 2025 avec de nouvelles orientations. Les personnes accompagnées subissent toujours les hausses de prix de l'énergie ce qui fait croître leur précarité. Même si la reprise d'activité est toujours l'objectif à terme, les orientations vers le soin ou la reconnaissance du handicap sont de plus en plus prioritaires et pertinentes pour une part importante des bénéficiaires. Parallèlement, une part du public est de plus en plus âgée car n'ouvrant pas le droit à la retraite.



Fraîcheur et gourmandise en barquette.

# PÔLE MIGRANTS ADULTES



par **Philippe  
COUFFIN,**  
Directeur

*Un accompagnement des Migrants d'Europe de l'Est repensé, la fermeture de places asile et l'annonce du CADA comme seul modèle d'hébergement, des regroupements de services en cours.*



**salariés dont**  
1 Directeur,  
3 Cheffes de Service  
4 Coordinateurs

## Chiffres clés

1553 personnes accueillies dont 785 enfants

78 ménages accompagnés soit plus de 2000 personnes

Le service **ACTAROMS**, qui logeait et accompagnait des ménages migrants d'Europe de l'Est (MEE) dans le cadre du Fonds de Solidarité Logement (FSL), a cessé sa mission fin 2024. Nous avons mis fin à notre participation au dispositif Équipe Mobile Sociale Hôtel afin de recentrer nos activités sur nos missions essentielles.

## Les Migrants d'Europe de l'Est (MEE)

L'accompagnement des MEE se divise en deux activités : l'accompagnement des ménages vivant en Terrains d'Insertion Temporaire et l'ouverture ainsi que le maintien des droits via la Permanence Chaptal.

### La Permanence Chaptal

Au 31/12/2024 sont repérés :

61 terrains bidonvilles sur l'agglomération nantaise (59 en 2023)

3322 personnes, dont 1352 mineurs repérés (3166 en 2023)

La Permanence Chaptal a traité **460 dossiers actifs en 2024 (contre 417 en 2023)**. Elle a pour objectif de mettre en place des actions en faveur de l'enfance et d'accompagner vers l'accès aux droits (santé, emploi, hébergement...).

Pour aller à la rencontre des publics les plus éloignés et créer un lien avec les personnes les moins autonomes, une permanence mobile a été mise en place.



*La permanence mobile Chaptal, une aide au plus près de ceux qui en ont besoin.*

## TITS : Terrains d'Insertion Temporaires

Le dispositif a accompagné 59 ménages en 2024 sur 4 terrains et des logements SAS (logements transitionnels adaptés aux ménages et à leur accompagnement). Cela représente 164 personnes dont 87 adultes et 77 enfants.

Cette année, une nouvelle mission d'évaluation sociale des ménages vivant en bidonvilles a été intégrée à l'appel à projet FSE+. Elle est désormais assurée par l'équipe TIT, en complément de l'accompagnement social déjà en place. Demandées par les municipalités, ces évaluations s'inscrivent dans la politique de résorption des bidonvilles. Un financement via le Fonds Social Européen soutient l'action.

## Les services de l'Asile

### Le CADA : Un établissement de 115 places

L'évaluation du CADA a été réalisée fin 2023, avec une restitution au premier semestre 2024. Le rapport nous invite à réfléchir sur nos pratiques et sert d'outil managérial. Un plan d'action a ensuite été mis en place pour répondre aux points d'amélioration identifiés.

Cette année 2024 a été l'occasion de réaliser des activités sportives et conviviales de plein-air. Les personnes accueillies au CADA ont également bénéficié d'actions autour de la parentalité.

## L'Hébergement d'Urgence Demandeurs d'Asile (HUDA) : 479 places à 474 places en fin d'année.

En 2023, les places HUDA Hôtel ont été progressivement remplacées par l'HUDA Logement, une transformation finalisée début 2024.

Cette année, un travail a été réalisé autour de la prise en charge de la souffrance psychique, en collaboration avec l'Équipe Mobile Psychiatrie Précarité et l'Équipe de Liaison Psychiatrie Précarité du CHU de Nantes, en fonction des secteurs des personnes accueillies.

En fin d'année, nous avons reçu une demande urgente des services déconcentrés de l'État visant à réduire notre capacité de cinq places dans un délai très contraint.



*Bien-être et douceur pour les mamans de l'HUDA : un atelier dédié aux soins des mains.*

L'année 2025 s'annonce incertaine, avec la possibilité d'une nouvelle diminution de places et l'éventualité de transformer des places HUDA en CADA via des appels à projets.

## Le dispositif Ukraine

Le dispositif a accueilli 205 personnes dont 85 enfants, 72 ménages accompagnés.

20 ménages sont sortis du dispositif essentiellement par glissements de baux.

En juin 2024, le Conseil Européen a adopté une décision prorogeant la protection temporaire jusqu'au 4 mars 2026. Cependant, de nombreuses personnes accompagnées choisissent de déposer une demande d'asile ou de solliciter un autre titre de séjour, soit par inquiétude quant à leur droit de séjour sur le territoire, soit par volonté de rester en France à plus long terme.

La fin progressive du dispositif est annoncée pour 2025. Nous explorons donc toutes les solutions d'hébergement et/ou de logements adaptées.

## Les services Familles en Difficulté

### ASTRE

Ce dispositif accueille 45 ménages à droits incomplets en logements diffus, nous réalisons un accompagnement social global. 58 ménages sont accompagnés soit 206 personnes dont 125 enfants.

Les admissions effectuées sur le service ASTRE en 2024 concernent majoritairement des personnes originaires d'Afrique, la Guinée étant la plus représentée.

Les familles régularisées sont orientées par le dispositif d'insertion du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO 44).

Cette année, 19 ménages sont sortis (7 en 2023) presque exclusivement en logement social.

## SAFED

83 ménages ont été hébergés (265 personnes) en 2024. Plus de 65% des personnes accueillies sont des enfants. La majorité des familles mises à l'abri en 2024 comptent deux enfants ou plus.

Les ménages sont accueillis en logements diffus ou à l'hôtel. L'objectif est de privilégier l'accueil en logement le plus rapidement possible. Un volet d'urgence de 2 à 3 places en hôtel reste toutefois indispensable. Fin 2024, la transformation des places en logements est bien engagée.

Le cadre d'intervention comprend l'accompagnement et le soutien au droit au séjour, au logement adapté, à la parentalité et au savoir habiter.

Les situations complexes liées à la parentalité sont inhérentes au service, c'est pourquoi, notre partenariat avec les acteurs de l'enfance est essentiel.

## AFEP

En 2024, le service a reçu 543 familles, 332 ont été accompagnées. L'accompagnement social englobe plusieurs aspects essentiels. Il vise d'abord à garantir l'accès aux ressources nécessaires, répondant ainsi aux besoins vitaux des personnes accompagnées. La scolarisation constitue également un enjeu majeur, permettant aux enfants de bénéficier d'un cadre éducatif stable et structurant.

Par ailleurs, une attention particulière est portée à l'enfance, avec des actions visant à assurer son bien-être et son développement. Le soutien intrafamilial joue un rôle clé, offrant un accompagnement aux familles pour renforcer les liens et faciliter leur quotidien.

Enfin, la santé demeure une priorité tout comme l'accès au logement ou à un hébergement d'insertion.

Pour autant, l'AFEP ne solutionne pas l'hébergement mais préconise et effectue toute demande via le SI-SIAO (CHRS, IML, foyer parental, foyer maternel,) ou autres dispositifs (logement social, Accueil d'Abord...) adaptés à la situation de la famille.

# PÔLE SANTÉ



par **Philippe COUFFIN**,  
Directeur

*L'ensemble des établissements et services santé s'interroge sur des regroupements pertinents, sur des lieux adaptés afin d'améliorer l'efficience dans une dynamique de parcours.*



**50 salariés dont**  
1 directeur de pôle,  
3 chefs de services,  
1 coordinatrice.

## Chiffres clés

130 Personnes hébergées sur les LAM, LHSS Hébergement et Périnataux

211 Personnes accompagnées sur les LHSS Mobiles et Jour

Les services accompagnent des personnes en grande précarité, qualifiées par le financeur de «Personnes à Difficultés Spécifiques». Nos équipes pluridisciplinaires vont à leur rencontre pour les ramener vers le soin et l'hébergement, qu'il s'agisse de femmes enceintes, de jeunes mères, de personnes isolées ou de couples. La vulnérabilité, quelle que soit la pathologie, guide notre action.

## L'hébergement médico-social : le service santé lits

### Les Lits d'Accueil Médicalisés (LAM)

Le nouveau bâtiment des LAM a ouvert en juillet 2023, 2024 a donc été notre première année complète de fonctionnement. Nous avons accueilli en permanence 25 personnes avec des aidants soit une capacité totale de 28 places. Nous disposons d'une grande salle de restauration et d'une salle d'activité.

Une salle est dédiée aux actions de bien-être réalisées par des professionnels de santé externes. Les moniteurs éducateurs sont ainsi en mesure de proposer des activités dans des espaces adaptés, certaines sont proposées également à l'extérieur.

L'année 2024 a connu la démarche d'évaluation sur le premier semestre. Les évaluateurs nous ont permis de nous questionner plus avant sur certains sujets ce qui a conduit à la mise en œuvre d'un plan d'action dans une volonté d'amélioration continue de l'accompagnement.



*Une parenthèse apaisante au rythme des chevaux pour les résidents des LAM*



*Le babyfoot, un jeu qui rapproche et enthousiasme les résidents des LAM*

### Les Lits Halte Soins Santé (LHSS) résidentiels

Le service dispose de 14 places LHSS et de 8 places en logements diffus.

Des projets personnalisés et de sortie sont développés pour répondre à la demande croissante. L'évaluation de 2024 a abouti à un plan d'amélioration. Un regroupement des équipes LAM et LHSS sur le site de Vertou est envisagé pour favoriser les synergies.

Une convention a été formalisée, déclinant un parcours de prise en charge de patients atteints de tuberculose. Cette convention renforce le partenariat avec le CHU mais également avec le SIAO en sortie de cette filière. La fluidité des places est une préoccupation permanente, sans obérer la question de l'hébergement à la sortie des LHSS. Le maintien du suivi sanitaire dans le projet de sortie est aussi organisé.



Atelier cuisine pour les résidents des LHSS

## Les LHSS Périnataux : Service Santé Familles

En 2024, la pérennité des LHSS Périnataux a été remise en question en raison d'un modèle économique jugé non viable, impacté par l'implantation du dispositif et le trop faible nombre de places disponibles.

L'ARS a soutenu le service en accordant des places supplémentaires et le dispositif expérimental a été officialisé en décembre avec la publication d'un décret et d'un cahier des charges. Les documents législatifs de cette fin d'année ont vu la dénomination du service évoluer en LHSS Périnataux. L'accueil est désormais limité à une mère et son enfant de moins de trois ans, excluant les autres membres de la fratrie

ainsi que le père. Le service se trouve actuellement dans une ancienne clinique à St Sébastien sur Loire, cependant un déménagement est envisagé, le lieu ne permettant pas d'accueillir d'autres structures familiales. L'ARS a également suggéré d'associer une équipe Mobile Périnatale au dispositif d'hébergement, impliquant la recherche de locaux tertiaires plus adaptés pour 2025.

## La MUM

Le dispositif accueille les femmes sortant de maternité dans six logements, soit 6 mamans avec nouveaux nés. Ce dispositif a été créé en 2022. Nous avons mis à disposition une maison qui permet d'héberger ces 6 familles monoparentales ; elles disposent d'un lieu de vie, d'une cuisine et d'un grand jardin sur la ville de Vertou. Le personnel des LHSS Périnataux est mutualisé en partie avec la MUM, notamment les auxiliaires de puériculture.

13 familles ont été accueillies en 2024, dont 7 nouvelles.

## Les Dispositifs d'Aller Vers : le service santé Mobile

### Les LHSS Mobiles

Le dispositif LHSS Mobiles accompagne 25 personnes en file active.

Missions :

- Évaluer la santé physique et mentale
- Assurer les premiers soins et orienter vers l'hospitalisation si besoin
- Faciliter l'accès au système de santé
- Coordonner les actions médico-sociales avec les partenaires
- Participer à la prévention et à l'éducation thérapeutique.

Dans une logique de mutualisation et de soutien renforcé aux usagers, la direction santé souhaite rapprocher physiquement les LHSS Mobiles et de Jour dans un lieu plus central, pour un meilleur accès des personnes en situation de précarité.

## Les LHSS de Jour

Le dispositif LHSS de Jour se trouve actuellement sur le même site que le CHRS Ametis et le LHSS résidentiel à Nantes. Ce point santé a débuté toute fin d'année 2002, disposant d'un temps d'accompagnant social, d'un temps d'infirmier et d'un temps médical.

Un projet de bagagerie médicamenteuse est prévu pour l'année à venir. En 2025, la direction souhaite élargir les services proposés, en développant notamment des actions collectives auprès des personnes. Cela, dans une dimension de prévention et de promotion de la santé.

## Des dispositifs Santé articulés pour un accompagnement renforcé

L'accueil des publics en grande précarité est assuré avec les LHSS de jour, permettant d'aller à la rencontre des publics via les équipes mobiles, tandis que l'hébergement et les soins sont garantis par les LHSS, les LAM et les LHSS Périnataux. L'articulation entre le LHSS de Jour, les dispositifs d'aller vers et les établissements médico-sociaux reste essentielle dans une logique de soutien et d'accompagnement des personnes en grande précarité.

L'accès au droit commun est un enjeu majeur, activé dès que possible. Le renforcement de la capacité d'action des personnes accueillies passe notamment par des initiatives comme « l'éducation thérapeutique ».



**Découvrez la diversité  
de nos actions présentées par ceux  
et celles qui font notre association**



BREF.

**Une journée  
type au service  
immobilier de  
l'association**



## Chiffres clés

	2022	2023	2024
LinkedIn			
# abonnés	1815	2500	2944